

Aux Etats-Unis, les initiatives locales fleurissent

Les Etats-Unis sont capables du pire comme du meilleur. Etant d'humeur plutôt positive en ce début d'année, parlons des heureuses initiatives prises par de nombreuses collectivités locales et de leurs effets.

Rappelons que le système politique américain est fédéral, comme en Suisse, et que du coup il laisse une grande latitude à l'action de chaque Etat, qui peut fixer ses propres lois (tant qu'elles n'entrent pas en contradiction avec la Constitution américaine) et déterminer ses propres normes environnementales. Ce fonctionnement décentralisé encourage ainsi les initiatives au niveau local; c'est dans ce cadre que de nombreuses villes américaines font preuve d'innovation et de détermination pour réduire leur consommation d'énergie, et donc leurs rejets de CO₂. Ces villes ont formé le Mouvement des villes durables (*Sustainable cities*) ou Villes vertes ("Green cities"), dont Portland, Seattle et même Denver sont les leaders.

Bien que le gouvernement Bush n'ait pas ratifié le Protocole de Kyoto, 450 maires, représentant plus de 54 millions de citoyens (soit 18% de la population américaine), ont signé le *US Mayors Climate Protection Agreement*, un accord qui engage ses signataires à atteindre, ou même dépasser, les objectifs du Protocole de Kyoto. L'initiative en revient au maire de Seattle, Greg Nickels.

Le service municipal d'électricité de Seattle (*Seattle City Light*), qui fournit l'énergie à toute la ville, a investi 185 millions de dollars dans une douzaine de programmes afin d'optimiser le rendement énergétique de la ville. Cet investissement devrait permettre d'économiser plus de 310 millions de dollars aux contribuables en factures d'électricité (en cinq ans) et créer plusieurs milliers d'emplois. Le maire explique: « Nous ne construirons pas une nouvelle centrale nucléaire pour alimenter notre ville. A la place, nous allons faire preuve d'innovation, d'efficacité et d'exemplarité en réduisant notre consommation d'énergie. Nos objectifs sont clairs: maintenir une économie saine, réduire la pollution atmosphérique et créer de nouveaux emplois verts ». Depuis 30 ans que la ville s'intéresse aux économies d'énergie, les clients du réseau électrique ont épargné plus d'un demi milliard de dollars, dont 63 millions rien qu'en 2008. Plus de 90% de l'énergie vendue par la ville provient de barrages hydrauliques et moins de 4% de centrales nucléaires, le reste étant produit par des nouvelles énergies renouvelables, dans lesquelles la ville investit de plus en plus. Mais l'engagement de Seattle ne se limite pas à l'énergie : plus de 60% des déchets domestiques y sont recyclés (moyenne Suisse: 45%!). Cette cité a également développé massivement les transports publics et encourage les automobilistes à renoncer à leur voiture en leur proposant soit des primes, soit la possibilité d'utiliser l'une des voitures que la ville met à disposition de ses habitants.

Une enquête de l'ORC (*Opinion Research Corporation*) de septembre 2008 révèle que 80% des Américains pensent que si le nouveau président et le Congrès des Etats-Unis veulent continuer à investir dans l'énergie par le biais de subventions, d'allègements fiscaux et autres incitations, ces investissements devraient se déplacer du charbon et du nucléaire vers la promotion des énergies éolienne et solaire, le renforcement de l'efficacité énergétique et les véhicules hybrides économes en carburant.

Le retour du nucléaire dont les électriciens nous bassinent à longueur de journée n'est donc que le reflet de leur propre désir, mais pas celui de la population qui, elle, a compris de quel côté il convient d'orienter les investissements.

En Suisse, tout ce qui concerne le bâtiment est du ressort des cantons. Sachant que ce secteur englutit à lui seul la moitié de toute l'énergie consommée en Suisse et qu'il est responsable d'un tiers de nos émissions de gaz à effet de serre, on comprend rapidement que nos cantons ont entre les mains un potentiel d'économies d'énergie gigantesque. A eux de saisir cette chance ! Il s'agit en effet d'une chance, car ce secteur va générer de nombreux emplois décentralisés, dans différentes branches. Lorsqu'une période de récession s'annonce, comme il semble que ce soit le cas en 2009, on comprend l'importance de dynamiser le secteur des économies d'énergie. Actuellement, on rénove le parc immobilier à raison de 1% par année (dont un tiers seulement font des rénovations énergétiques). A ce rythme, il nous faudra beaucoup plus que 100 ans pour assainir énergétiquement le parc immobilier suisse. C'est beaucoup trop long. Les cantons doivent mettre en place des outils incitatifs et légaux afin de stimuler la rénovation des bâtiments dans un cadre clair.

Les communes ont elles aussi leur rôle à jouer. Elles sont proches des citoyens et à même d'offrir des solutions adaptées.

Nous nous trouvons face à deux enjeux majeurs, intimement liés : celui du changement climatique et celui de notre approvisionnement énergétique. Comment expliquerons-nous à nos enfants dans le futur que nous savions produire des énergies renouvelables et faire des économies d'énergie, mais que nous avons préféré produire des déchets radioactifs et des émissions de CO₂ ?

L'Amérique est en train de se réveiller, certains ont déjà pris le train. A nous d'y monter aussi plutôt que de le regarder passer.

En chinois, le mot «crise» signifie «danger», mais aussi «opportunité»!
Appréhendons les événements qui nous arrivent comme une chance offerte.

Dr Isabelle Chevalley
présidente d'Ecologie libérale

Source: <http://www.seattle.gov/html/citizen/power.htm>